

repères

Les chiffres clés du diocèse

Divisé en dix secteurs pastoraux, le diocèse de Nancy et Toul, qui épouse les contours du département de Meurthe-et-Moselle, compte 55 paroisses.

Sur 132 prêtres résidents, 82 sont en activité, dont 19 Fidei donum. Il y a actuellement un séminariste pour le diocèse.

28 diacres permanents sont en mission dans le diocèse.

37 laïcs sont missionnés comme « coordinateurs paroissiaux », un office institué en 2010 par Mgr Jean-Louis Papin – qui a sensiblement renforcé la place des laïcs dans les instances de gouvernance – pour faire le lien entre les communautés locales et les curés.

Succédant à Mgr Papin, Mgr Pierre-Yves Michel, jusqu'ici évêque de Valence (Drôme), sera installé jeudi 18 mai à 15h30 à la cathédrale Notre-Dame-de-l'Annonciation de Nancy.

●●● 1905, ceux financés plus tard avec les dommages de guerre sont propriété des communes. Or nombre de maires ne peuvent plus faire face à d'exorbitants coûts de réhabilitation ou d'entretien. Côté diocèse aussi, la charge est lourde : trois des vingt églises qui appartiennent à l'Église sont en vente. Saint-François-d'Assises de Vandœuvre-lès-Nancy, au sud de la cité ducale, aurait tout juste trouvé acquéreur. En 2012, son cas avait suscité un émoi national, alors que le géant du fast-food KFC s'était positionné pour la racheter.

Pourquoi le sujet déclenche-t-il, en France, tant de passions ? « *La population, même non pratiquante, se sent propriétaire symbolique de ces églises*, décrypte Benoît de Sagazan, rédacteur en chef au *Monde de la Bible* (édité par le groupe Bayard) et directeur de l'Institut Pèlerin du patrimoine. *Cela brasse d'innombrables enjeux, touchant à l'identité des habitants, à l'écclésiologie, à l'histoire, à l'implantation du christianisme, à l'urbanisme, aux liens sociaux, à la politique locale...* »

À l'échelle du département, la réflexion a été alimentée par un programme de coopération franco-québécoise, lancé en 2017 par le Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE 54). À l'époque, une délégation – comptant aussi une laïque du diocèse – s'était rendue outre-Atlantique pour étudier des cas d'églises reconverties. « *Nous y avions vu des illustrations intéressantes, qui respectaient le message religieux en s'ouvrant à des activités sociales ou culturelles au service des populations* », appuie Virginie Watier, copilote du projet au sein du CAUE 54.

L'initiative avait ouvert la voie à la tenue, en octobre 2018, d'un colloque international à Nancy. À l'époque, Mgr Jean-Louis Papin, évêque de Nancy de 1999 à 2023, y avait été le premier évêque français à encourager publiquement la possibilité d'un « usage partagé » des églises. « *C'était l'idée d'une voie alternative qui, sans mettre en cause l'affectation première au culte, pouvait permettre de rendre des services habituels à la population* », explique-t-il. Sur son territoire pastoral, où les relations sont souvent très bonnes avec les élus, il se sou-

vient que son intervention « *avait rencontré l'adhésion de nombreux maires de la salle* ».

Mais elle avait aussi suscité des dissensions parmi les prêtres du diocèse, dont certains défendent une affectation stricte. « *Il y a une fracture générationnelle sur la question* », observe-t-il. Il y a quelques années, l'évêque avait appelé de ses vœux la création d'une commission pour réfléchir au dossier, qui n'aura finalement jamais vraiment vu le jour. Récemment, une expérimentation au sein de l'église communale d'Igney a toutefois relancé la réflexion autour des usages partagés.

Un tiers des 650 églises maillant le territoire pastoral n'y ouvre aujourd'hui que deux ou trois fois par an, pour des mariages ou des baptêmes.

Comment les mises en vente d'églises de l'évêché sont-elles décidées ? « *Cela reste du cas par cas* », explique l'économiste Michel Petitdemange, depuis le Domaine de l'Asnée, lieu d'accueil ouvert sur la société. Sans que cela aboutisse, Mgr Papin avait aussi envisagé de consacrer un jour une assemblée diocésaine ordinaire – instance annuelle réunissant près de 200 acteurs d'Église autour d'un thème choisi – à la question de l'avenir des églises. La décision reviendra désormais à son successeur. Concédant qu'il n'avait pas encore beaucoup réfléchi au sujet, Mgr Michel se dit, lui, bien convaincu de la nécessité « *que les églises puissent continuer à faire signe dans nos sociétés* ». Le sort de la petite chapelle Notre-Dame du Fer, à Chaligny, devrait figurer dans la pile de ses premiers dossiers.

Malo Tresca

(1) Patrimoine religieux en péril : la messe n'est pas dite.

sur la-croix.com
Un dossier détaillé

L'Église protestante unie, dix ans « d'unité dans la diversité »

— Le Synode national de l'Église protestante unie de France se réunit du 18 au 21 mai.

— L'occasion de célébrer le 10^e anniversaire de l'union entre réformés et luthériens et de réfléchir à l'avenir.

Comme le symbole d'un nouvel élan, c'est dans une église flambant neuve, à Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis), que les 200 participants au Synode de l'Église protestante unie de France (EPUdF) vont se réunir du 18 au 21 mai pour réfléchir à leurs futures orientations. Elle est née il y a dix ans du rapprochement entre l'Église réformée de France et l'Église évangélique luthérienne de France, dans le sillage de la concorde de Leuenberg, charte historique signée en 1973, qui reconnaît alors la fin des différences doctrinales datant du XVI^e siècle entre les deux Églises.

« *Les divergences, qui portaient notamment sur la façon dont les traditions luthérienne et réformée interprétaient la présence divine dans le pain et le vin de la Cène, ne faisaient plus sens pour nos contemporains* », explique Jean-Paul Willaime, sociologue et spécialiste du protestantisme. « *Rien ne nous empêchait de témoigner de l'Évangile ensemble* », abonde Emmanuelle Seyboldt, pasteure et présidente de l'EPUdF depuis 2017. Un point de vue partagé également par le président de la région Île-de-France de l'EPUdF, le pasteur Samuel Amédéo. Il considère que cette fusion a permis un « *enrichissement mutuel* », les luthériens introduisant notamment « *une attention à la liturgie et au solennel* » et les réformés leur vision « *du social et leur engagement à sauver le monde* ».

Scellant leur union, le premier Synode de l'EPUdF a eu lieu en mai 2013 à Lyon. Aujourd'hui l'Église unie représente 900 lieux de culte et 400 pasteurs (dont 40 % de femmes), ce qui fait d'elle la principale Église protestante en France. Des points de division demeurent mais concernent surtout les questions éthiques.

En 2015, elle a failli se diviser devant l'adoption de la possibilité de bénir des couples homosexuels mariés. Cette décision a donné lieu à la création d'un mouvement contestataire au sein de l'EPUdF. Mais au lieu de se briser, elle « *a réussi à faire tenir ensemble des sensibilités très diverses* », décrit

le sociologue Jean-Paul Willaime. Signe, aux yeux d'Emmanuelle Seyboldt, qu'il existe « *un chemin d'unité dans la diversité* ».

L'EPUdF demeure toutefois confrontée, remarque Jean-Paul Willaime, « *aux mêmes problèmes de désaffiliation que ceux rencontrés dans d'autres pays par les Églises du protestantisme établi* ». Malgré une volonté affichée de faire de l'EPUdF une « *Église de témoins* », en neuf ans, de 2013 à 2022, le nombre de foyers participant à la vie financière de l'EPUdF a diminué de 24 % selon le sociologue. « *Comparé à la croissance, même ralentie, des Églises évangéliques, ce constat pose question*, souligne-t-il. « *L'Église de témoins que veut être l'EPUdF aurait-elle moins d'impact évangéliste que "l'Église des convertis" chère aux évangéliques ?* » Le pasteur Samuel Amédéo est plus direct : « *Dans le paysage protestant, nous formons l'Église la plus solide. Dans la société, en revanche, nous sommes inaudibles.* »

« *Les divergences, qui portaient notamment sur la façon dont les traditions luthérienne et réformée interprétaient la présence divine dans le pain et le vin de la Cène, ne faisaient plus sens pour nos contemporains.* »

Emmanuelle Seyboldt reconnaît la nécessité d'insister davantage sur l'évangélisation dans une société de plus en plus sécularisée. Un défi de taille pour les fidèles de l'Église unie selon elle. « *Les luthéro-réformés ont presque dans leurs gènes cette discrétion qui a dû être la leur durant des siècles dans une société française qui ne voulait pas des protestants* », explique-t-elle.

S'ajoute à cela une culture qui ne semble a priori pas directement compatible avec une société de l'immédiateté. « *Notre ADN est l'interrogation permanente. On remet en question ce que l'on croit, ce que l'on pense, on dialogue, on débat. Ce n'est pas très vendeur aujourd'hui* », admet Emmanuelle Seyboldt, consciente néanmoins que « *cette dissonance est aussi une richesse* ». Reste à savoir comment la partager au plus grand nombre. Autant de défis qui seront discutés par les participants au Synode 2023 de l'Église unie qui a pour thème : « *Expériences-Espérance* ». Alice d'Oléon et Alice Leleux

essentiel

Bretagne — Un concert dans une église annulé sous la pression de manifestants intégristes

Quelques dizaines de personnes, opposées à un concert de l'artiste américaine Kali Malone dans une église de Carnac (Morbihan), ont empêché sa tenue samedi 13 mai. Le maire de la commune Olivier Lepick a constaté que des manifestants « *occupaient le parvis de l'église et empêchaient les gens (...) de rentrer* ». « *Suite à une manifestation d'un mouvement catholique intégriste d'extrême droite (militants extérieurs à la paroisse de Carnac) (...), le concert a été annulé* », ont déploré les organisateurs dans un communiqué.

sur la-croix.com

Un article détaillé

Vatican

Mgr Isao Kikuchi élu à la tête de Caritas Internationalis

Les 400 délégués de Caritas Internationalis, réunis en Assemblée générale à Rome, ont élu, samedi 13 mai, Mgr Tarcisio Isao Kikuchi, 64 ans, archevêque de Tokyo, président de la Conférence épiscopale du Japon et secrétaire général de la Fédération des conférences épiscopales d'Asie (FABC), à leur tête pour un mandat de quatre ans. Caritas Internationalis est une confédération de plus de 160 organisations catholiques œuvrant auprès des populations du monde entier. Mgr Tarcisio Isao Kikuchi a notamment été président de Caritas Asie de 2011 à 2019 et membre du comité exécutif de Caritas Internationalis de 1999 à 2004.

sur la-croix.com

Un article détaillé

sur la-croix.com

— Tribune. Jean-François Colosimo : « *En Russie, la chasse aux voix dissidentes se déploie avec rage dans l'Église* »

Pour un média d'actualité constructif et ouvert



Je soutiens
LA CROIX
services.la-croix.com/don